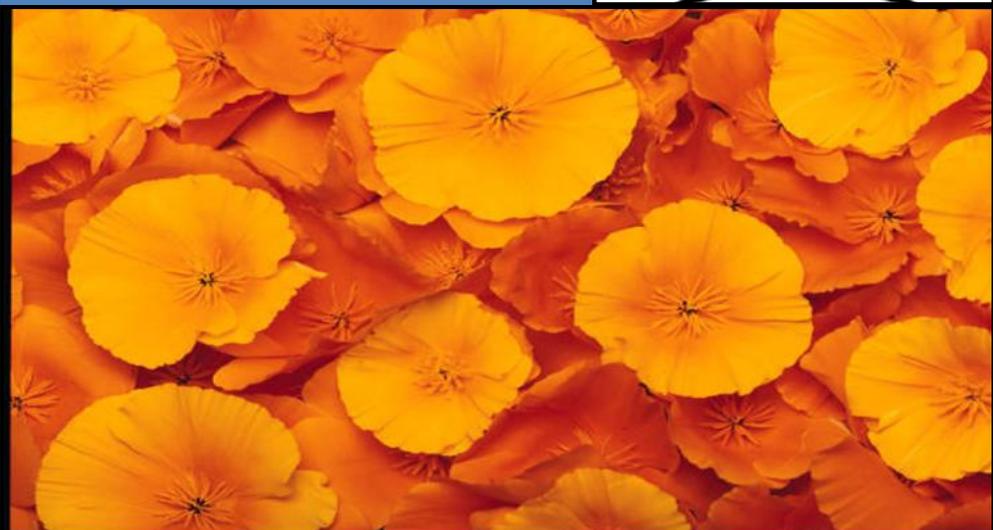


REVUE INTERNATIONALE DE  
RECHERCHES ET D'ETUDES  
PLURIDISCIPLINAIRES



**GUREP**

REVUE SEMESTRIELLE ET SCIENTIFIQUE FONDE EN 1996  
PAR LE GROUPE DE RECHERCHES ET D'ETUDES PLURIDISCIPLINAIRES

**SPECIAL N° 005 - Octobre - 2022**



UNIVERSITE VIRTUELLE AFRICAINE AU CANADA  
610, de Verrazano, CP 182, Boucherville, Québec-Canada

[www.rirep.org](http://www.rirep.org)  
[www.uva-universite.ca/webmail](http://www.uva-universite.ca/webmail)  
[infos@uva-universite.ca](mailto:infos@uva-universite.ca)

**REVUE SEMESTRIELLE ET SCIENTIFIQUE FONDÉE EN 1996 PAR LE GROUPE  
DE RECHERCHES ET D'ETUDES PLURIDISCIPLINAIRES (GUREP)**

**ADRESSE :**

UNIVERSITE VIRTUELLE AFRICAINE AU CANADA  
610 de Verrazano. CP182, Boucherville. Québec-Canada

[www.rirep.org](http://www.rirep.org)

[www.UVA-Université.ca/webmail](http://www.UVA-Université.ca/webmail)

[infos@uva-université.ca](mailto:infos@uva-université.ca)

**ÉDITEUR :** [UV@™](mailto:UV@TM)

**CONSEIL SCIENTIFIQUE**

Luc GIRARD, PHD, Professeur Titulaire, Département des Loisirs et Communication Sociale,  
Université du Québec à Trois-Rivières, Québec, Canada.

Patrick GONZALEZ, Agrégé des Sciences Economiques, Université Laval, Québec.

Enseignant associé à l'UVA

Constant DOGO Beugré, PH.D, Department of Management. Delaware State, University-USA.

Enseignant associé à l'UVA

Michel CORNATON, Professeur honoraire, de Psychologie, Université Lyon II, France,

Enseignant associé à l'UVA

Jean-Baptiste GBONGUE, PHD, Professeur Titulaire des Sciences de l'Education,

Enseignant associé à l'UVA.

Opadou KOUDOU, Professeur Titulaire de Psychologie de l'Education,

Enseignant associé à l'UVA.

Albert Kapioko LUASA, Maître de Conférences en Andragogie, Enseignant associé à l'UVA.

Hypolyte TOLLAH, PHD, Professeur Titulaire des Sciences de l'Education; Enseignant associé à l'UVA.

N'Guessan ANON, Maître de Conférences en Sciences de l'Education, Université Félix Houphouët-Boigny,

Abidjan, Côte d'Ivoire

**REPRESENTATION EN AFRIQUE**

Koko Lucie N'GORAN , Maître de Conférences de Criminologie, UFR Criminologie, Côte d'Ivoire,  
Afrique

**COMITE DE REDACTION**

Constant DOGO Beugré, PH.D, Department of Management. Delaware State, University-USA.

Alphonse Yapi DIAHOU, Professeur Titulaire, Université de Paris VIII, France.

Robert CARIO, Professeur Titulaire, Université de Pau et des pays de l'Andour, France.

Maurice CUSSON, Professeur Titulaire, Université de Montréal, Canada.

Marc Le BLANC, Professeur Titulaire, Université de Montréal, Canada.

Opadou KOUDOU, Professeur Titulaire, Ecole Normale Supérieure, Université de Cocody, Côte d'Ivoire.

Firmin D. KREKRE, Maître-Assistant, Ecole Normale Supérieure

Paulin Gnanagbé GOGOUA, Maître-Assistant, Université de Cocody, Côte d'Ivoire.

Lucie N'GORAN Koko, Maître de Conférences de Sociologie Criminelle, UFR Criminologie, Côte d'Ivoire,  
Afrique.

**COMITE SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE**

**1– Sciences juridiques et économiques**

Pierre-Henri BOLLE, Professeur Titulaire de Droit, Faculté de Droit et des Sciences Economiques, Neuchatel  
Suisse

Paul Yao N'DRE, Professeur Titulaire de Droit, Université de Cocody-Côte d'Ivoire

Gilbert Marie N'GBO Aké, Professeur Titulaire d'Economie, Université de Cocody-Côte d'Ivoire

## 2– Sciences Humaines, Sociales et Criminelles

Michel CORNATON, Professeur honoraire, de Psychologie, Université Lyon II, France  
Hanick HOUEL, Professeur titulaire de Psychologie, Université Lyon II  
Diby KOUADIO, Professeur Titulaire de philosophie, Université de Cocody-Côte d'Ivoire  
Yapi YAPO, Professeur Titulaire de psychologie Sociale, Ecole Normale Supérieure, Université de Cocody-Côte d'Ivoire  
Alphonse Yapi DIAHOU, Professeur Titulaire de Géographie, Université de Paris VIII.  
Alain SISSOKO, Professeur Titulaire de Sociologie, Université de Cocody,-Côte d'Ivoire  
Maurice CUSSON, Professeur Titulaire de Criminologie, Université de Montréal, Canada.  
Marc le BLANC, Professeur Titulaire de Criminologie, Université de Montréal, Canada.  
Constant DOGO Beugré, PH.D, Department of Management. Delaware State, University-USA.  
Dedy SERI, Maître de Recherche de Sociologie, Université de Cocody-Côte d'Ivoire.

## 3– Arts, Lettres, Langues et Communication

Z. SERY Bailly, Professeur Titulaire, Anglais, Université de Cocody-Côte d'Ivoire.  
Paulin ZIGUI Koléa, Professeur Titulaire, Lettres Modernes, Université de Bouaké-Côte d'Ivoire.  
Roger CamilleABOLOU, Professeur Titulaire, Communication, Université de Bouaké-Côte d'Ivoire.  
Jacques Silué SASSONGO, Maître de Conférences, Anglais, Université de Cocody-Côte d'Ivoire.  
Véronique IKOSSIE-KOUAKOU, Maître-Assistant, Espagnole, Ecole Normale Supérieure, Université de Cocody-Côte d'Ivoire.

## 4– Sciences et Technologie

Kouamé BINI DONGUI, Maître de Conférences, Chimie, Université d'Abobo-Adjamé, Côte d'Ivoire.  
Hortence ESSIS-TOME, Maître de Conférences, Chimie, Ecole Normale Supérieure, Université de Cocody-Côte d'Ivoire.  
Philippe AYENON, Maître de Conférences, Mathématiques, Ecole Normale supérieure, Université de Cocody-Côte d'Ivoire.

## RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

### 1. Auteur 1, Auteur 2

Institution de rattachement  
Adresse postale  
Adresse électronique

### 2. Présentation

Le corps de texte est composé en Times New Roman 12, avec un interligne simple ne dépassant pas vingt (20) pages bibliographie y comprise. Un espace de six points est défini après chaque paragraphe, aucun avant. Le style correspondant à un style « normal ». Les paragraphes sont justifiés.

### 3. Format

La première page du texte propose : un titre ; éventuellement un sous-titre ; le nom du ou des auteurs, ainsi que la mention de leur appartenance institutionnelle, de leur adresse et d'une adresse électronique de contact pour chacun d'entre eux ; un résumé du texte en Times New Roman 11; 3 à 6 mots-clés.

#### 3.1. Marges et format

Les marges sont définies de la manière suivante :  
– Haut & bas : 1,7 cm  
– Gauche & Droite : 1,7 cm

### 4. Figures et tableaux

Les figures, illustrations et tableaux doivent être incorporés au texte. Les figures et illustrations sont numérotées de 1 à n à l'intérieur de l'article, les tableaux également. Des légendes explicites les accompagnent, composées en Times corps 10 justifiées, sans alinéa, Figure x en romain gras suivi d'un point gras, texte en italique maigre.

## 5. Soumission des textes

Les textes doivent parvenir à la rédaction sous forme de fichier électronique (en format Word ou RTF) envoyé à [racrirep@gmail.com](mailto:racrirep@gmail.com) Un accusé de réception électronique suivra la réception du document

## 6. Références citées dans le texte

- Ne pas citer les renseignements bibliographiques en entier dans le texte ou en notes infrapaginales. Il suffit d'indiquer, entre parenthèses, le nom de l'auteur suivi de l'année de publication. S'il y a lieu, indiquer les pages auxquelles on se réfère en les faisant précéder d'un deux-points. Ex : (Boileau, 1991 : 312-313).
- Si le nom de l'auteur est déjà mentionné dans le texte, le faire suivre par l'année (et les pages s'il y a lieu) entre parenthèses. Ex : Boileau (1991).
- Lorsqu'un auteur a plus d'un ouvrage publié la même année, les distinguer par les lettres a, b, c, etc., ajoutées à l'année. Ex : (Boileau, 1991a).
- Si plusieurs auteurs sont mentionnés, les indiquer par ordre croissant d'année de publication et les séparer par un point-virgule. Ex : (Fagnan, 1991; Dupuis, 1995; Tardif, 1998).
- Si un ouvrage compte deux auteurs, mentionner les deux noms.
- Si un ouvrage compte plus de deux auteurs, ne mentionner que le premier nom suivi de " *et al.* " en italique. Ex : (Bourbonnais *et al.*, 1997).
- Les références complètes devront apparaître dans la liste des références, à la fin du texte.

### 6.1. Liste des références (Bibliographie)

La liste des références doit être présentée à la fin du texte dans une section intitulée " Références ".

Lorsque plusieurs références se rapportent à un même auteur, les présenter en ordre croissant d'année de publication.

Lorsque qu'une référence comporte plusieurs auteurs, tous les noms doivent être mentionnés. Ne pas utiliser *et al.* dans la liste des références.

### 6.2. Normes à suivre pour la présentation des références (normes de l'APA)

Les noms des auteurs sont saisis en petites capitales.

### 6.3. Livre

Sanders, D.H., Murph, A.F., & Eng, R.J. (1984). *Les statistiques, une approche nouvelle*. Montréal : McGraw-Hill Éditeurs.

#### Article

Brillon, Y. (1986). L'opinion publique et les politiques criminelles. *Criminologie*, 19 (1), 227- 238.

#### Chapitre d'un livre

Lasvergnas, I. (1987). La théorie et la compréhension du social. In B. Gauthier (ed.), *Recherche sociale* (111-173). Sillery : Presses de l'Université du Québec.

#### Sources électroniques

##### 1) Périodique en ligne

Auteur, S. (Année). Titre de l'article. *Titre du périodique*, *VI*, NN. Consulté le jour, mois, année, URL.

Ex. : Smith, C. A. & Ireland, T. O. (2005). Les conséquences développementales de la maltraitance des filles. *Criminologie*, 38, 1. Consulté le 23 février 2006, <http://www.erudit.org/revue/crimino/2005/v38/n1/011486ar.pdf>.

##### 2) Document en ligne

Auteur, A. (Année). *Titre du document*. Consulté le jour, mois, année, URL.

Ex. : APA Online (2001). *Electronic References*. Consulté le 23 février 2006, <http://www.apastyle.org/electgeneral.htm>.

**NB: Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs; la reproduction, même partielle, sous toute forme, est interdite sans autorisation**

# **REVUE INTERNATIONALE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES PLURIDISCIPLINAIRES**

ISBN/978-2-952-7687-4-0  
EAN/9782952768740

*REVUE SEMESTRIELLE*

*SPECIAL - N°005 - Octobre 2022*

## SOMMAIRE

SOUFFRANCES PARENTALES ET PARCOURS SCOLAIRES ATYPIQUES DES ÉLÈVES DÉCROCHEURS DE LA VILLE DE MAN (CÔTE D'IVOIRE) Par AGOSSOU Kouakou Mathias .....	9
EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS DE TABAC CHEZ LES FUMEURS EN PÉRIODE DE CONFINEMENT DU FAIT DE LA COVID-19 EN CÔTE D'IVOIRE : ÉTUDE EXPLORATOIRE Par Bi Boli Francis TRA.....	31
L'ART DU SOIN À L'UNITÉ D'ONCOLOGIE PÉDIATRIQUE DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (C.H.U.) DE TREICHVILLE (ABIDJAN). Par DAYORO Zoguéhi Arnaud Kevin et KOUADIO Amenan Christine.....	46
ACTION HUMANITAIRE, COLLABORATION ET RELATIONS DE POUVOIR ENTRE ACTEURS LOCAUX DANS L'OUEST DE LA COTE D'IVOIRE Par Franck Donald KEHI.....	64
LE SÂANE OU LE SAUT A LA CORDE, UNE ACTIVITE PHYSIQUE DE TRADITION PERPETUEE DANS LE BOULKIEMDE Par Ouambi Charles ZONGO, Boukaré OUEDRAOGO, Thècle S. MOUKALA MAMPASSI et Pascal Codjo DAKPO.....	82
PRATIQUE DE L'AVORTEMENT CLANDESTIN CHEZ LES ADOLESCENTES ÉLÈVES DE YOPOUGON : ÉTUDE DES DÉTERMINANTS. Par GUILLEI Tiémoko Armand .....	101
CYBERCRIMINALITE ET BANQUES EN COTE D'IVOIRE Par AKADJE Ahiouré Mathieu, AZI Josselin Wilfred, AZI Eléonore Epouse Diabaté.....	116
L'ENVOUTEMENT DU PARTENAIRE SEXUEL EN CÔTE D'IVOIRE : FONCTION SOCIALE ET ASPECTS CRIMINOGENES Par RAYMOND NÉBI BAZARE, KOKO LUCIE N'GORAN, YORO CYRILLE JULIEN SYLVAIN et KONATE SOULEYMANE.....	130
LES IMPACTS DE L'UTILISATION DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES PAR LES MARAICHERS DANS LES COMMUNES DE PORT-BOUËT, COCODY ET BINGERVILLE Par TANO Kpélé Brah Hortense et YAPI Latto Ruphin.....	144
RÉCONCILIATION ET PAIX EN CÔTE D'IVOIRE À L'ÉPREUVE DE LA PRISE EN CHARGE HOLISTIQUE DES VICTIMES DE CRISES Par SAHI Salia René.....	162
DISCRIMINATION DES HOMOSEXUELS PAR LES ÉGLISES ÉVANGÉLIQUES EN CÔTE D'IVOIRE Par DAGBÉ Ahodan Stéphane .....	180
VECU PSYCHOLOGIQUE ET CANCER : APPROCHE DE L'ESTIME DE SOI CHEZ DES MALADES SUIVIS AU CHU DE TREICHVILLE, ABIDJAN, COTE D'IVOIRE Par AKA Dago-Akribi Hortense.....	194
INFERTILITE DANS LE COUPLE ET REFUS DES MARIS DE RECOURIR AUX SERVICES MEDICAUX EN AFRIQUE : UNE ILLUSTRATION A PARTIR DE L'EXEMPLE DE LA CÔTE D'IVOIRE Par Paul LOHI.....	212

# **REVUE INTERNATIONALE DE RECHERCHES ET D'ETUDES PLURIDISCIPLINAIRES**

ISBN/978-2-952-7687-4-0  
EAN/9782952768740

*REVUE SEMESTRIELLE*

*SPECIAL - N°005 - Octobre 2022*

## SOMMAIRE

PRATIQUES INNOVANTES DE L'ENSEIGNEMENT BILINGUE AU MALI : CONCEPTION ET ÉLABORATION DE STRATÉGIES OPTIMISANT LE TRANSFERT LINGUISTIQUE DE LA LANGUE NATIONALE VERS LE FRANÇAIS Par Ibrahima DIAWARA.....	226
LES CONDITIONS DE DEPOTAGE DANS LES TERMINAUX DE SECONDE DEGRE EN DERIVES PETROLIERS EN CÔTE D'IVOIRE Par Fernand Séka AYENON.....	241
REPRÉSENTATION SOCIALE DE LA DRÉPANOCYTOSE ET PRISE EN CHARGE SOCIO-SANITAIRE EN CÔTE D'IVOIRE : CAS DES PATIENTS REÇUS AU CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS) ET AU CHU DE YOPOUGON. Par Bini Kobenan ASSOUBONDINI, Félicien Yomi TIA et Atta KOUAME.....	260
DETERMINANTS SOCIOECONOMIQUES DU DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE DE TAXI-TRICYCLE A ABOBO : CAS DE BOCABO ET BANCO (COTE D'IVOIRE) Par ZOUHON Lou Nazié Michèle et DAGO Michèle-Ange.....	275
LES ENTRAVES À L'ACCÈS ET À LA RÉUSSITE SCOLAIRE AU PRIMAIRE DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE BOTRO (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE) Par Amenan Linda Rachelle KOFFI .....	296
PROBLEMATIQUE DE LA NON-DECLARATION A L'ETAT CIVIL DES MINEURS EN SITUATION SCOLAIRE DANS LE DEPARTEMENT DE ZOUKOUGBEU (CENTRE OUEST-COTE D'IVOIRE) Par Gniondjibohoui Marc OUNNEBO .....	314
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION NUMÉRIQUE ET MODERNISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE IVOIRIENNE Par Ali Fambili DIARRASSOUBA, Koffi Éric ATTA et Dolioh Noufou OUATTARA .....	330
PROCESSUS DE TRANSFORMATION CONCEPTUELLE CHEZ LE NAGEUR DÉBUTANT: CAS DE LA FLOTTABILITÉ NATURELLE CHEZ LES ÉLÈVES-PROFESSEURS D'EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE DE L'INJS D'ABIDJAN Par N'guessan Frédéric KOFFI, Armand Joseph EDI et Méagnet Désiré BLÉ.....	345
CHANGEMENT CLIMATIQUE ET STRATEGIES DE SECURISATION DES CULTURES VIVRIERES DES COMMUNAUTES RURALES DU BOUNKANI Par Amenan Kan Delphine N'GUESSAN et Kouadio Edouard KOUASSI.....	359
STAGE PRATIQUE ET DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES PROFESSIONNELLES CHEZ LES ETUDIANTS EN FIN DE CYCLE A L'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION EN SCIENCES DE LA SANTE (INFSS) DE SIKASSO AU MALI. Par Blaise N'GUETTA Kablan, BENIE Alloh Marcel et SINALY Yorot .....	374
SENTIMENT DE COMPETENCES PARENTALES EN ORIENTATION AU BURKINA FASO Par Rasmata NABLOUM-BAKYONO .....	390
INTÉGRATION DU NUMÉRIQUE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : PERSPECTIVE À PARTIR DE L'EXPÉRIENCE DES ENSEIGNANTS SUR LA CONTINUITÉ PÉDAGOGIQUE PENDANT LA COVID-19 Par Bapindié OUATTARA et Natéwindé SAWADOGO .....	413

# **REVUE INTERNATIONALE DE RECHERCHES ET D'ETUDES PLURIDISCIPLINAIRES**

ISBN/978-2-952-7687-4-0  
EAN/9782952768740

*BIANNUAL REVIEW*

*SPECIAL - N°005 - October 2022*

## SUMMARY

PARENTAL SUFFERING AND ATYPICAL SCHOOL PATHS OF DROPOUT PUPILS IN THE CITY OF MAN (CÔTE D'IVOIRE) By AGOSSOU Kouakou Mathias .....	9
EVOLUTION OF THE CONSUMPTION OF TOBACCO PRODUCTS AMONG SMOKERS DURING CON- TAINMENT DUE TO COVID-19 IN CÔTE D'IVOIRE: EXPLORATORY STUDY By Bi Boli Francis TRA.....	31
THE ART OF CARE AT THE PEDIATRIC ONCOLOGY UNIT OF THE UNIVERSITY HOSPITAL CENTER (C.H.U.) IN TREICHVILLE (ABIDJAN). By DAYORO Zoguéhi Arnaud Kevin and KOUADIO Amenan Christine.....	46
HUMANITARIAN ACTION, COLLABORATION AND POWER RELATIONSHIPS BETWEEN LOCAL ACTORS IN WESTERN COTE D'IVOIRE By Franck Donald KEHI.....	64
SÃANE OR JUMPING, A TRADITIONAL PHYSICAL ACTIVITY PERPETUATED IN THE BOULKIEMDE By Ouambi Charles ZONGO, Boukaré OUEDRAOGO, Thècle S. MOUKALA MAMPASSI and Pascal Codjo DAKPO.....	82
PRACTICE OF CLANDESTINE ABORTION AMONG ADOLESCENT PUPILS IN YOPOUGON: STUDY OF DETERMINANTS. By GUILÉI Tiémoko Armand .....	101
CYBERCRIMINALITY AND BANKS IN COTE D'IVOIRE By AKADJE Ahiouré Mathieu, AZI Josselin Wilfred, AZI Eléonore Wife Diabaté.....	116
SEXUAL PARTNER BEWITCHING IN CÔTE D'IVOIRE: SOCIAL FUNCTION AND CRIMINOGENIC ASPECTS By RAYMOND NÉBI BAZARE, KOKO LUCIE N'GORAN, YORO CYRILLE JULIEN SYLVAIN and KONATE SOULEYMANE.....	130
THE IMPACTS OF THE USE OF PHYTOSANITARY PRODUCTS BY MARKET GARDENERS IN THE COMMUNES OF PORT-BOUËT, COCODY AND BINGERVILLE By TANO Kpélé Brah Hortense and YAPI Latto Ruphin.....	144
RECONCILIATION AND PEACE IN CÔTE D'IVOIRE TESTED BY HOLISTIC CARE FOR VICTIMS OF CRISES By SAHI Salia René.....	162
DISCRIMINATION OF HOMOSEXUALS BY THE EVANGELICAL CHURCHES IN CÔTE D'IVOIRE By DAGBÉ Ahodan Stéphane .....	180
PSYCHOLOGICAL EXPERIENCE AND CANCER: APPROACH TO SELF-ESTEEM IN PATIENTS FOL- LOWED AT THE CHU DE TREICHVILLE, ABIDJAN, COTE D'IVOIRE By AKA Dago-Akribi Hortense.....	194
INFERTILITY IN THE COUPLE AND REFUSAL OF HUSBANDS TO USE MEDICAL SERVICES IN AFRI- CA: AN ILLUSTRATION BASED ON THE EXAMPLE OF CÔTE D'IVOIRE By Paul LOHL.....	212

# **REVUE INTERNATIONALE DE RECHERCHES ET D'ETUDES PLURIDISCIPLINAIRES**

ISBN/978-2-952-7687-4-0  
EAN/9782952768740

*BIANNUAL REVIEW*

*SPECIAL - N°005 - October 2022*

## SUMMARY

INNOVATIVE PRACTICES OF BILINGUAL EDUCATION IN MALI: DESIGN AND DEVELOPMENT OF STRATEGIES OPTIMIZING THE LINGUISTIC TRANSFER FROM THE NATIONAL LANGUAGE TO FRENCH By Ibrahima DIAWARA.....	226
UNLOADING CONDITIONS IN SECOND-LEVEL OIL DERIVATIVES TERMINALS IN CÔTE D'IVOIRE By Fernand Séka AYENON.....	241
SOCIAL REPRESENTATION OF SICKLE CELL DISEASE AND SOCIO-HEALTH CARE IN CÔTE D'IVOIRE: CASE OF PATIENTS RECEIVED AT THE NATIONAL BLOOD TRANSFUSION CENTER (CNTS) AND AT THE YOPOUGON CHU. By Bini Kobenan ASSOUBONDINI, Félicien Yomi TIA and Atta KOUAME.....	260
SOCIO-ECONOMIC DETERMINANTS OF THE DEVELOPMENT OF TAXI-TRICYCLE ACTIVITY IN ABOBO: CASE OF BOCABO AND BANCO (IVORY COAST) By ZOUHON Lou Nazié Michèle and DAGO Michèle-Ange.....	275
OBSTACLES TO ACCESS AND ACHIEVEMENT IN PRIMARY SCHOOL IN THE SUB-PREFECTURE OF BOTRO (CENTRAL CÔTE D'IVOIRE) By Amenan Linda Rachelle KOFFI .....	296
PROBLEM OF FAILURE TO DECLARE CIVIL STATUS OF MINORS AT SCHOOL IN THE DEPARTMENT OF ZOUKOUGBEU (CENTER WEST-COTE D'IVOIRE) By Gniondjibohou Marc OUNNEBO .....	314
INFORMATION TECHNOLOGIES AND DIGITAL COMMUNICATION AND MODERNIZATION OF THE IVORIAN PUBLIC SERVICE By Ali Fambili DIARRASSOUBA, Koffi Éric ATTA and Dolioh Noufou OUATTARA .....	330
PROCESS OF CONCEPTUAL TRANSFORMATION IN BEGINNER SWIMMERS: CASE OF NATURAL BUOYANCY AMONG STUDENT-TEACHERS OF PHYSICAL AND SPORTS EDUCATION AT THE INJS OF ABIDJAN By N'guessan Frédéric KOFFI, Armand Joseph EDI and Méagnet Désiré BLÉ.....	345
CLIMATE CHANGE AND STRATEGIES FOR SECURING FOOD CROPS IN RURAL COMMUNITIES IN BOUNKANI By Amenan Kan Delphine N'GUESSAN and Kouadio Edouard KOUASSI.....	359
PRACTICAL INTERNSHIP AND DEVELOPMENT OF PROFESSIONAL SKILLS AMONG STUDENTS AT THE END OF CYCLE AT THE NATIONAL INSTITUTE FOR TRAINING IN HEALTH SCIENCES (INFSS) OF SIKASSO IN MALI. By Blaise N'GUETTA Kablan, BENIE Alloh Marcel and SINALY Yorot .....	374
FEELING OF PARENTAL SKILLS IN ORIENTATION IN BURKINA FASO By Rasmata NABLOUM-BAKYONO .....	390
DIGITAL INTEGRATION IN HIGHER EDUCATION: PERSPECTIVE FROM THE EXPERIENCE OF LECTURERS ON PEDAGOGICAL CONTINUITY DURING COVID-19 By Bapindié OUATTARA- Natéwindé SAWADOGO .....	413

**ACTION HUMANITAIRE, COLLABORATION ET  
RELATIONS DE POUVOIR ENTRE ACTEURS LOCAUX  
DANS L'OUEST DE LA COTE D'IVOIRE**

**HUMANITARIAN ACTION, COLLABORATION AND POWER  
RELATIONS BETWEEN LOCAL ACTORS IN  
THE WEST OF THE IVORY COAST**

**Franck Donald KEHI**

Département d'Anthropologie et de Sociologie

Université Alassane Ouattara (Bouaké)

[Kehifd2015@gmail.com](mailto:Kehifd2015@gmail.com)

**Résumé**

Avec la crise militaro-politique ivoirienne, lors de la phase d'urgence avec l'arrivée des organisations internationales, un marché humanitaire s'est créé dans la ville de Danané. Et sur ce marché se sont rencontrés différents acteurs. Ayant bénéficiée de l'appui du PAM dans le cadre de la distribution des vivres aux populations déplacées, la structure première locale a vu sa première prestation être contestée, suscitant une variété d'acteurs locaux se proposant au poste de distribution. Partant d'une enquête qualitative, l'article se propose de souligner les conditions qui ont favorisé la création de la première structure locale relaie. Dans un second temps, l'article met en lumière les facteurs étant à l'origine des tensions autour des prestations de cette première structure relaie. Enfin, l'article rend compte, dans un troisième temps, du processus de de-institutionnalisation et désintégration de la première structure locale relaie inscrit dans un contexte de lutte de positionnement des acteurs locaux opportunistes pendant la phase de développement.

**Mots clés :** Actions humanitaires, Collaboration, Déplacés, Groupe armé, ONG, Période d'urgence.

**Abstract**

With the Ivorian military-political crisis, during the emergency phase with the arrival of international organizations, a humanitarian market was created in the city of Danané. And on this market have met different actors. Having benefited from the support of the WFP in the context of the distribution of food to the displaced populations, the first local structure saw its first service being contested, arousing a variety of local actors offering themselves to the distribution post. Based on a qualitative survey, the article aims to highlight the conditions that favored the creation of the first local relay structure. Secondly, the article sheds light on the factors at the origin of the tensions around the services of this first relay structure. Finally, the article reports, in a third time, the process of de-institutionalization of the first local relay structure inscribed in a context of struggle for positioning local opportunist actors during the development phase.

**Keywords:** Humanitarian actions, Collaboration, Displaced persons, Armed group, NGO, Emergency period.

## Introduction

En s'enracinant dans la partie occidentale du pays, la crise militaro-politique née de la tentative de coup de force de septembre de 2002 en Côte d'Ivoire a cristallisé et ouvert de nouveaux espaces de vulnérabilité. Ces nouveaux espaces de vulnérabilité seront investis par les acteurs internationaux à travers des politiques d'interventions humanitaires<sup>1</sup> parmi lesquelles une série d'intervention serait contraint par l'idéologie de la structure d'origine ou par les exigences du terrain à adopter des logiques inclusives favorisant la sous-traitance de l'action humanitaire. Privilégiant la sous-traitance notamment l'implication des acteurs locaux dans l'assistance locale, l'action humanitaire structure des espaces de collaboration. Mais à l'intérieur de ses espaces de collaboration se construit une dimension de la confrontation des intérêts ouvrant la voie à des tensions. L'objectif de notre article consiste à comprendre, à partir d'une initiative humanitaire implémenté à Danané, comment l'assistance aux populations portées par les internationaux et ses environs produit des espaces de collaboration entre acteurs locaux, qui finalement deviennent des arènes de confrontation d'intérêts contradictoires et de tensions ? Autour de quoi se structure les relations de pouvoir ? Et en quoi est-ce qu'elles constituent un facteur de risque pour le développement local ?

Les résultats présentés ci-dessous font suite à deux mois d'enquête de terrain à Danané suite au projet WHS (World Humanitarian Summit) dont la conférence s'est tenu le 16 mai 2016 à Istanbul. Les enquêtes se sont déroulées de Novembre à Décembre 2015. Financé par Interpeace, le projet a été implémenté par Indigo Côte d'Ivoire<sup>2</sup> dans lequel nous avons évolué en tant qu'assistant de recherche. Ce projet consistait à comprendre les actions humanitaires portées par les organisations internationales et leur manière d'être implémentée par les acteurs locaux. Entre autres, il consistait à analyser le cadre de collaboration institué entre les acteurs internationaux et locaux. En procédant par une méthode de boule de neige, nous avons procédé par une analyse qualitative dont les outils étaient portés sur une vingtaine d'entretiens individuels semi directifs et 4 focus-groups, chapeauté par un atelier de restitution des résultats. Ces focus groups consistaient à comprendre les dynamiques de collaboration entre les acteurs internationaux et les acteurs locales. Et les entretiens individuels avaient pour rôle de décrire la trajectoire de la constitution des premières organisations locales pendant la période d'urgence. La population cible était les responsables et leaders d'association des ONG. La contribution de cette recherche est d'analyser ici un cas de tensions entre des acteurs locaux au sein d'une structure locale, une ONG qui s'est constituée autour des groupements et associations issus des populations déplacées et qui tente de mettre en relation des différents leaders de ses organisations locales, y compris quelques représentants des autorités locales. Pour comprendre toutes ces dynamiques, nous allons, en premier lieu retracer les conditions d'émergence de ses associations et des groupements en analysant ensuite le processus de formation de cette ONG et la façon dont les acteurs internationaux et les populations locales portent un intérêt particulier différencié à l'existence de cette structure. En second plan, en se plaçant au cœur du système de gestion du pouvoir interne, nous analyserons comment les prestations de cette ONG suscite des tensions et engendre une compétition entre les leaders issus des communautés déplacés et le pouvoir originaire de tissu local pour le contrôle des affaires humanitaires au sein de la structure. Nous reviendrons sur l'enjeu que représente la maîtrise des ressources internes et des relations avec les acteurs exté-

rieurs (locaux comme internationaux) dans un contexte de vide institutionnel. Faisant le choix de tracer ici une perspective d'ensemble, concernant l'émergence de structure de dénonciation ou la montée des structures opportunistes résultant de cette compétition, on tentera de montrer comment ces dynamiques s'inscrivent dans un mouvement général, tout en étant à chaque fois spécifiques.

## **1. Le processus de formation de la première structure locale relaie**

La ville de Danané, située à l'ouest de la Côte d'Ivoire a vu son espace urbain réorganisé par l'incursion du groupe armé MPIGO (Mouvement Patriotique Ivoirien pour le Grand Ouest) le 28 novembre 2002<sup>3</sup>. Pendant cette période, un détachement de ce groupe armé a fait mouvement vers les régions du sud de Danané dont l'objectif était de conquérir de nouveaux territoires. Sa progression fut stoppée par les forces gouvernementales dans la région de Toulépleu<sup>4</sup>. Ces affrontements au sud et les effets de l'installation brutale du groupe armé MJP au nord (dans la région de Man) ont produit le déplacement des populations traversant la ville de Danané en direction croisée. Érigé initialement en espace de transit, Danané devient progressivement un centre d'accueil aux déplacés à l'échelle départementale. Le déplacement des populations d'horizons divers favorise une concentration des déplacés au niveau de l'espace urbain, conduisant à une explosion démographique locale.

Compte tenu de la mobilité incessante des populations provenant "de partout", la configuration de la population locale était en constante recomposition. Cette recomposition de la population produit une formation mosaïque des communautés constituant l'espace urbain de Danané. Si le repeuplement spontané de Danané est perçu comme le résultat de la mobilité des déplacés, les logiques d'installation se construisaient autour des dynamiques communautaires. Les modalités d'installation structuraient les modes d'intégration. Les logiques d'installation des déplacés reposaient sur des liens communautaires et religieux. Au cœur de ses mécanismes d'intégration des déplacés se constituaient des solidarités traditionnelles liées à l'hospitalité des populations locales et au jeu des alliances entre groupes ethniques. Ayant elles-mêmes subies des effets de la crise politique, les différentes communautés locales mettaient en place des mécanismes de solidarité propre à leur système communautaire dans une perspective de non-conscience et de façon informelle. Les ressortissants malinkés déplacés venus des zones de Toulepleu, Binhouyé et Zonhou-houyé étaient accueillis par leur communauté majoritairement installée à Diouladougou<sup>5</sup>. Ces déplacés malinkés n'ont pas rencontré d'énormes difficultés concernant leur installation. Quant aux déplacés issus des communautés individualisées et fragmentées comme celles des communautés Dan et Wê, certains se réfugiaient dans des lieux de culte<sup>6</sup>. D'autres, par contre, étaient reçus par des familles d'accueil. Ceux qui ne trouvaient pas de satisfaction dans ses réponses collectives proposées s'orientaient vers le Libéria ou la Guinée.

Vu l'ensemble des difficultés que traversaient bon nombre d'individus déplacés, une prise de conscience émerge dans la conscience collective de ses derniers concernant l'idée de la nécessité de se mettre en organisation.

### 1.1. De la diversité des groupements et associations des déplacés à la mise en place de la première structure relaie locale

La précarité des conditions de vie des déplacés accompagnée du vide institutionnel dont présentait Danané ouvre un champ d'action aux groupes sociaux. Originellement, Danané n'était pas doté d'une société civile structurée. L'incapacité des autorités de MPIGO à prendre la totalité des rênes de la gouvernance locale offre la possibilité à un groupe associatif malinké<sup>7</sup> constitué autour des grins<sup>8</sup> d'affirmant sa volonté d'ouvrir l'espace de la société civile locale. Conçue pour jouer le rôle d'interface entre les populations locales et les autorités rebelles, cette structure de médiation appelée MSL (Mouvement de Soutien aux Libérateurs) avait pour mission d'instaurer et de maintenir une certaine cohésion entre les deux parties notamment entre le groupe armé MPIGO et la population. L'introduction du MSL dans la sphère de la gouvernance locale reconstruit les rapports à l'autorité en produisant une certaine souplesse dans les relations autorité-population. Cette souplesse dans les rapports incite les communautés déplacées à s'organiser formellement dans un contexte où Danané regorgeait une masse importante de déplacés. On assiste logiquement à la naissance d'une multitude de groupements et associations aux déplacés et à la montée d'un nouveau type d'acteurs que sont les courtiers humanitaires. Ces groupements et associations aux déplacés se constituent autour des traits communautaires et de l'origine géographique qui relie les membres. Un acteur local interrogé présent pendant cette période dynamique affirme que ; « *Vous verrez plusieurs associations de déplacés de guerre et tout ça ici à Danané et ils sont par moment des personnes qui parlent la même langue* »<sup>9</sup>.

L'émergence de ces groupes sociaux fait le lit de l'apparition de la première structure relaie locale. En effet, la mise en place de cette structure est le produit, semble-t-il, d'un individu originaire de cette ville. Pendant cette période d'assistance locale, un individu, natif de Danané, non-déplacé et ayant effectué un séjour au Libéria<sup>10</sup>, regroupe les membres porteurs des groupements et associations constitués. Son objectif était de mettre sur pied une ONG capable de relayer une action collective d'urgence. Cette logique de coaliser les différents leaders des déplacés se structure autour des membres issus majoritairement de la communauté Dan. Dans sa lancée constructive, il décide d'associer les cadres déplacés de la région affiliés ou non à une organisation locale. Il recrute des jeunes ayant un minimum d'expérience en matière d'organisation et des jeunes filles dotées d'un niveau d'instruction à minima pouvant assurer le rôle d'animatrice.

« *C'était GD<sup>11</sup> qui était l'initiateur. Et GD a développé... c'est un jeune qui était rempli de potentiels. Il s'est fait entourer de fonctionnaires expérimentés, de jeunes aussi qui avaient des visions. (...) C'était des personnes qui avaient la capacité de faire un montage de projet. Et il avait aussi un économiste avec eux qui était aussi très bien, qui pouvait aussi planifier tous ce qui étaient là.* » TK, entretien individuel, homme, Danané, novembre 2015

En cette période d'urgence, la structure disposait déjà d'un comptable, critère essentiel pour renforcer sa candidature auprès des acteurs internationaux. Le deuxième responsable avait été fonctionnaire à la mine d'Ity<sup>12</sup>. Il y avait une panoplie d'individus qui était doté d'un capital culturel minimum capable d'assurer un service humanitaire. Nous avons entre-autre la participation d'un éducateur de l'ensei-

gnement privé<sup>13</sup>, de l'implication de certains instituteurs déplacés etc. En s'appuyant sur le potentiel humain et organisationnel existant, GD arrive à mettre en relation des individus différents, y compris le président<sup>14</sup> et le conseiller du MSL.

L'intégration du conseiller de MSL au sein des instances décisionnelles et la composante culturelle reliant les communautés frontalières cimentent les relations entre l'organisation en construction et les autorités rebelles. Au-delà de sa fonction de conseiller au MSL, l'imam DK<sup>15</sup> est dans le même temps conseiller particulier du chef<sup>16</sup> du MPIGO. Donc, Il était en quelque sorte le point de jonction des trois organisations fonctionnelles (MSL, MPIGO et l'ONG en construction) où se construit le pont qui structure les relations entre l'organisation en construction et les autorités rebelles. Ce lien contribue fortement à la reconnaissance sociale et à l'enracinement de l'organisation dans l'arène locale. En plus de la présence du leader religieux dans la composition des membres, la dimension culturelle reliant les deux peuples frontaliers (Yacouba et Gios<sup>17</sup>) offrait une marge de manœuvre à GD pour renforcer les relations avec les autorités rebelles. D'autant plus que le groupe armé MPIGO est une production de la communauté Gios, GD, étant ressortant Yacouba, s'appuie sur cet avantage culturel pour nouer des liens particuliers avec certains cadres de la rébellion. Affinités sur lesquelles il capitalise pour construire la légitimité de son organisation. Etant un "homme de réseaux", GD jouait sur plusieurs tableaux relationnels suffisamment solides pour mettre en place sa structure. À l'issu de cette démarche clientéliste, GD parvient à institutionnaliser son organisation en la dénommant ONG ASPA. Cette ONG est la première structure locale qui a été montée pendant la phase d'urgence. Au-delà de l'institutionnalisation de l'ONG ASPA, comment celle-ci parvient à contractualiser avec le PAM ? Quels sont les facteurs qui ont conditionné ce partenariat ?

## 1.2. Contractualisation avec le PAM et dynamiques autour des distributions des vivres

*« ASPA existait avant avril 2003. Dès que la crise a déclenché dans la zone et que des personnes déplacées venant massivement dans la ville de Danané, alors ces personnes se sont aussi constituées en structure automatiquement pour trouver des voies et moyens pour apporter l'assistance alimentaire qui était le premier besoin. Et donc, ASPA s'étant constitué sur le terrain, le PAM étant venu avait besoin de s'appuyer sur des structures existantes. Et la structure existante qui était déjà sur le terrain aussi était ASPA. Et cela a favorisé la collaboration ASPA-PAM. »* DD, entretien individuelle, Homme, Danané, 2015

L'approximation liée à la connaissance des réalités humanitaires locales et la mise en place systématique des mécanismes d'assistance traditionnelle obligent le plus souvent les acteurs internationaux à collaborer avec les structures locales. Dans ce contexte particulier de Danané, l'indisponibilité des autres organisations locales concourt naturellement au choix de l'ONG ASPA comme structure partenaire à l'arrivée du PAM. *« En cette période de crise, les responsables et le personnel des ONGs qui exerçaient déjà à Danané avant la crise s'étaient tous enfuit<sup>18</sup> »*. Les

structures locales comme Kanou Assistance<sup>19</sup>, ONG SETO<sup>20</sup> et Idé Afrique<sup>21</sup> étaient quasi inexistantes. L'absence de ces structures offre la possibilité à l'ONG ASPA de se positionner librement sur le marché humanitaire local. Sans concurrent apparent, le PAM n'avait d'autre choix que de composer avec l'ONG ASPA.

*« Même si les responsables de ASPA en ce temps ne menaient pas des démarches, alors il était tout à fait évident que cette collaboration se fasse parce que en tant que organisation internationale, quand on arrive sur le terrain qu'on ne connaît pas, on a toujours besoin de s'appuyer sur ceux qui sont existants. »* DD, entretien individuel, homme, Danané, décembre 2015.

*« La première grande réponse qui était là, c'était l'association ASPA. (...) ASPA était une organisation locale qui avait (...) faire des plaidoyers auprès de PAM et PAM produisait de la nourriture. »* TK, entretien individuel, homme, Danané, novembre 2015.

En se basant sur les propos de ces acteurs locaux interrogés, c'est l'ONG ASPA qui est allé vers le PAM et non le contraire. Et plus loin dans les réponses fournies par nos enquêtes, il semblerait que SAVE THE CHILDREN serait responsable de ce partenariat. SAVE THE CHILDREN serait la première structure internationale à jauger la situation humanitaire de Danané. Cette présence rapide est due à la proximité de ses locaux dans les camps de réfugiés, situés juste derrière la frontière libérienne. Et constatant le degré de vulnérabilité des enfants déplacés, elle aurait plaidé auprès de PAM pour qu'elle puisse intervenir. Bien avant l'arrivée de PAM, elle aurait mis en contact ses deux structures (PAM et ASPA) à distance. Et à la suite de cette mise en relation, les dirigeants d'ASPA aurait par la suite mené des actions de plaidoyers en mettant en avant l'urgence de la situation et les potentialités qu'elle regorge en termes de compétence individuelle mis en relation dans son organisation.

Avant les premiers moments de distribution, l'ONG ASPA s'est dotée d'un cadre permanent pouvant accueillir les déplacés. Ces déplacés étaient entre-autres : ceux qui n'avaient pas été pris en charge par les communautés locales et ceux qui continuait toujours d'arriver. Le local de l'ONG ASPA dénommé « Centre de transit<sup>22</sup> » était le lieu de rassemblement de ses membres et de prise de décision. Etant le siège de l'ONG, cet espace était aussi le lieu où étaient stockés les vivres procurés par le PAM. Il était également un centre de resocialisation des enfants déplacés victime de traumatisme de guerre.

*« Il y a PAM qui donnait à manger. On préparait. Il y avait le volet sportif, l'éducation puis qu'il y avait plus d'école. En tant qu'enseignant, j'ai commencé à faire les cours avec les enfants. Et puis le volet de la santé, il y a l'hôpital central qui travaillait avec nous. Les soldats avaient une garnison parce que lorsqu'il avait des problèmes de santé, on les approchait. »* TD, entretien individuel, homme, Danané, Décembre 2015

En clair, le centre de transit était un centre d'assistance aux déplacés à grand échelle. A l'issue des tractations avec les autorités locales<sup>23</sup>, il est ressorti que les

moments de distribution devraient se tenir dans la cours de la résidence du Préfet afin d'avoir un œil regardant sur la transparence des distributions. Et « *dès avril 2003, les assistances alimentaires ont commencé avec ASPA et le PAM. C'est le PAM qui envoyait son vivre et qui s'appuyait sur le personnel d'ASPA pour la distribution.*<sup>24</sup> ».

L'effort d'assistance apporté par le PAM à travers l'ONG ASPA renforce les capacités des populations déplacées. Cette première réponse internationale propulse la structure relaie au-devant de la scène locale. Elle est perçue comme une structure mamelle (grenier locale) porteuse d'espoir pouvant rendre possible une vie nouvelle aux déplacés. Elle devient la structure vitrine où les acteurs locaux devront rebondir pour acquérir des compétences au standard international. Parce que l'incapacité de l'ONG ASPA à distribuer à temps les vivres compte tenu du nombre limité de son personnel et du nombre important de déplacés, obligeait l'organisation à collaborer avec les autres structures locales. PAM approvisionnait ASPA à 147 tonnes de vivres par mois. Et la distribution devrait s'effectuer en cinq jours. Donc il était nécessaire d'associer les autres acteurs locaux pour assurer la couverture urbaine qui était uniquement son champ d'action. C'est ainsi qu'une stratégie s'est mis en place.

*« ASPA...avait mis une stratégie de travail en synergie en place. Ça consistait à quoi ? (...) à la base, ils ont demandé à chaque organisation locale de déléguer un certain nombre de participants. Et donc ces délégués-là se mettaient ensemble pour faire de la distribution de ses vivres là. Et donc à cette action, c'est ASPA qui mobilisait les ressources et la distribution se faisait conjointement avec toutes les autres parties prenantes. »* KT, entretien individuel, homme, Danané, Novembre 2003

*« Avec ASPA, la distribution a été faite mais ASPA avait des limites en termes de personnel parce que la population étaient vraiment grande. Les personnes déplacées étaient vraiment nombreuses. Et donc, il a fallu qu'autour de cette action de PAM avec ASPA... les acteurs des autres structures créées tout juste pendant cette période de guerre, devaient venir en appui. (...) C'est ainsi que au sein de l'action d'ASPA, des acteurs de PAHO et d'autres structures ont été regroupé pour faire la distribution. Le personnel que le PAM envoyait sur le terrain se chargeait de distribuer avec l'aide des acteurs des structures locales.»* DD, entretien individuel, homme, Danané, décembre 2015

Cette stratégie de mis en commun des compétences locales conjointement mené avec la PAM favorise un cadre d'interaction et de collaboration entre les acteurs locaux. Ce cadre d'interaction et de mutualisation des compétences entre acteurs locaux est la première du genre dans l'histoire de la collaboration horizontale au niveau local. Les populations étant trop nombreuses, il était important de sécuriser ces moments de distributions. Et avec la collaboration des autres structures locales, la stratégie se poursuit.

« Lorsque'il y a distribution à faire, ces personnes affamées, ils sont impatients, se veulent d'être servis le plus vite possible. Donc, dans le cercle de distribution, il fallait un certain nombre de personnes qui essaient de canaliser les choses, faire attendre ceux qu'il faut faire attendre, faire passer ceux qu'il faut faire passer, c'est ce que j'ai appelé sécuriser les moments de distribution. » DD, entretien individuel, homme, Danané, Décembre 2015.

La procédure d'identification des déplacés s'effectuait à travers un mécanisme de personnes intermédiaire. Cette action collective d'urgence n'intégrait pas la dimension rigueur dans l'identification. Il y avait une flexibilité donc une marge de manœuvre aux opportunistes locaux. Selon un acteur local qui a vivement participé aux séances d'identification et de distribution affirme que :

« Les déplacés qui ont bénéficié n'avaient pas besoin d'être identifié dans un premier moment. La population de Danané s'était d'ailleurs déplacée massivement. Et donc, les personnes déplacées, toutefois qu'elle arrivait, devait chercher à rencontrer au moins un responsable de leur résidence pendant ces moments de distribution. Et donc les personnes responsables de leur quartier de résidence les conduisant sur les terrains de distribution, sur les espaces de distribution. Et donc, les personnes déplacées devaient se faire déclarer pour se faire savoir déplacer vis-à-vis des acteurs qui étaient déjà sur place. ASPA enregistrait les déplacés. Il y avait de centre d'accueil pour les personnes déplacées. Mais en cette période si chaude, il était difficile de faire une vérification pointue. Le responsable du quartier de résidence d'une personne déplacée, dès que ce responsable certifie que c'est un déplacé, alors il est considéré immédiatement comme déplacé. Il devait répondre aux questions à savoir ; d'où il est venu, de quelle localité est venu. » DD, entretien individuel, homme, Danané, Décembre 2015

Les questions protocolaires étaient l'un des outils d'identification des déplacés. Les vivres étaient calculés par individu par le PAM. La distribution s'effectuait suivant une logique individuelle. Pour parfaire la délivrance du service, les individus déplacés recensés se rendaient sur l'espace de la résidence du Préfet<sup>25</sup> pour récupérer leur part de vivres. Ce système, qui reposait entièrement sur une collaboration entre les acteurs locaux et les autorités militaires, a permis de renforcer la résilience des communautés déplacées dans la mesure où «... cette distribution... a pu donner aux personnes déplacées une certaine substance vitale et avait fait du bien aux populations déplacées.<sup>26</sup> » « Vraiment, ça permis d'essuyer beaucoup de larmes. Ça fait beaucoup de choses.<sup>27</sup> ».

Les actions sociales d'ASPAs et son modèle organisationnel ont fortement influencé les modes d'action des populations et les stratégies des autres structures locales. ASPA éclaire les lanternes sociales concernant la possibilité de capter les opportunités extérieures et l'avantage de structurer une société civile nouvelle. Bien qu'elle

renforce des réponses collectives et individuelles, ASPA fragilise les dynamiques sociales liées à la solidarité traditionnelle. Les déplacés ayant joués sur les liens communautaires pour leur intégration dans des familles d'accueil ont bénéficiés des vivres. Certains ont été reconnaissants vis-à-vis de leur tuteur. D'autres, par contre, ont vu les bénéficiés de ses vivres comme une occasion de s'autonomiser sans tenir compte de la relation de « tutorat<sup>28</sup> ». Hormis cette dimension tutélaire, les populations locales se sentaient léser face aux dynamiques d'assistance alimentaires qui ne les impliquaient pas. Ce sentiment de frustration se rapporte au fait qu'il se considère comme des victimes de guerre aussi bien que les déplacés dans la mesure où les effets de la crise militaro-politique ont fragilisé leur moyen d'existence. En plus de cela, certains d'entre eux sont parvenus à héberger des déplacés avec leurs maigres ressources sans appui extérieur. Ils ne parviennent pas à joindre les deux bouts après avoir porté assistance à certains déplacés. Donc ils perçoivent à travers ces aides alimentaires, une certaine injustice sociale. En clair, les distributions de vivres implémenté par ASPA participent, d'une part, au renforcement des capacités des populations déplacés et contribuent, d'autre part, au délitement du lien social entre les communautés (déplacés/d'accueil) et à l'émergence d'une injustice internationale au niveau des populations locales.

Le mois d'Avril de l'année 2003 a été un mois particulier pour les populations de Danané. Elle marque le début des prestations d'ASPA donc l'ouverture sur l'extérieur et le déclenchement de la guerre urbaine conduisant à l'installation du groupe armé MPCICI. Cette guerre urbaine communément appelée "la chasse aux libériens" a duré deux jours, opposant le premier jour (23 avril) les populations au groupe armé MPIGO et le second jour (24 avril)<sup>29</sup> les populations accompagnés par le MPCICI contre le MPIGO. Lorsque le pouvoir militaire change à Danané, tout un cadre structurel s'effondre pour laisser place à une nouvelle dynamique sociale et institutionnelle.

## **2. La montée des tensions autour des prestations de l'ONG ASPA**

Le changement de pouvoir militaire<sup>30</sup> suscité à travers l'implication des populations locales comme force motrice donne à celles-ci en général et aux déplacés en particulier le sentiment d'être acteur de ce changement institutionnel. L'installation du groupe armé du MPCICI à Danané est perçue comme l'expression d'une volonté populaire. Elle marque la rupture de ce monde social. De la passivité de la population locale, on assiste à une ferveur de la société urbaine. Une certaine liberté d'expression émerge sous ce régime militaire. Etant les meneurs des groupes d'autodéfenses<sup>31</sup>, une part belle de liberté est offerte à la communauté Malinké. De ce fait, les jeunes combattants malinké mettent en place un réseau de commerce transfrontalier entre quatre pays (Cote d'Ivoire, Libéria, Guinée et Burkina) et contrôlent l'exclusivité des dynamiques rurales<sup>32</sup>. L'arrivée de l'armée française comme force d'interposition entre les régions gouvernementales et les territoires CNO vient dopper les capacités des groupes sociaux à plus s'organiser. A la base, les porteurs d'initiatives actions sociales institutionnalisent leur groupe d'action. Les dirigeants de la nouvelle formation militaire MPCICI valorise les actions sociales de la structure de médiation MSL en l'institutionnalisant en cellule de communication formelle auprès de son appareil politique. Certains groupements et associations s'institutionnalisent successivement en ONG. Nous avons l'action sociale portée sur la protec-

tion des enfants initiée par une Dame. Celle-ci devient une ONG appelé PAHO. Et celle des chrétiens de l'église UEESO devient ONG Siloé. Aussi, les premières ONG conçus avant la crise, abandonnée pendant le début de la crise, voient son personnel revenir à la charge. Contrairement à toutes ces dynamiques constructives et reconstructives, ASPA est traversée par une tension endémique. L'absence des ressources politiques du Président-fondateur de l'ONG ASPA favorise l'émergence une dissidence organisée<sup>33</sup>.

### 2.1. Les enjeux structurant les tensions

Les enjeux sont multiples. Vu sous l'angle économique, ASPA pesait 147 tonnes de vivres par mois<sup>34</sup>. Elle comptait énormément aux yeux des acteurs internationaux parce qu'elle assurait la survie des populations déplacés et surtout des enfants. Au-delà de cette dimension d'assistance alimentaire à l'échelle urbaine, il existe d'autre domaine d'intervention lorsqu'on amorce la phase de développement ; celui de la protection. L'UNICEF<sup>35</sup> avait les yeux rivés sur cette structure locale depuis que celle-ci a entamé l'activité de rééducation des enfants déplacés au sein de son siège. L'opération d'urgence ne durant que 3 mois renouvelable une fois, il était fort probable que le domaine d'intervention porté sur la protection des enfants serait activé. Donc un financement de l'UNICEF était en veilleuse. Au plan politique, les nouvelles forces militaires était les autorités légitimes avec qui la collaboration pouvait être bénéfique à long terme parce que celles-ci représentaient directement le pouvoir de Bouaké contrairement au groupe armé déchu. Par conséquent, cette coopération politique pouvait ouvrir des portes en termes de visibilité de la structure pouvant conduire à son positionnement dans l'arène régionale voire à l'échelle CNO<sup>36</sup>. Au niveau du marché humanitaire local, compte tenu du lead que détenait ASPA déjà sur les autres organisations locales, elle pouvait avoir le monopole sur l'orientation de la politique de la société civile en construction. Tous ces enjeux politico-économiques motivaient les acteurs en compétition à renforcer leur position.

### 2.2. La constitution de l'ONG ASPA confrontée aux ambitions diverses

Dès le début de la formation de l'ASPA, des vellétés de candidature semblaient se présentées à l'Assemblée Générale Constitutive. Les propos du président de MSL viennent poser les bases d'une logique de positionnement de certains membres de l'organisation.

*« On ne maitrisait pas ce qui est ONG. Il (GD) avait sa chose dans sa tête. (...) On se connaît. Un jour, il nous a conviés comme ça à une rencontre, puis il nous dit, bon, on peut créer une ONG pour rassembler les gens. Quoi qu'il en soit, tout ce qui était humanitaire, nous on était partant. On a dit ; il n'y a pas de problèmes. A l'AG (Assemblée Générale), comme c'est lui qui nous ait appelés, on est arrivé. Dans les élections, on a senti qu'il y avait des vellétés. »* TD, entretien individuel, homme, Danané, Décembre 2015.

Malgré ces vellétés, Monsieur GD remportait les élections et est porté à la tête de l'organisation sous la gouvernance du groupe armé du MPIGO. Avec son réseau d'alliance militaire et de sa capacité de négociation, il se considérait, en quelque

sorte, comme le fondateur d'ASPA. Dès la première distribution, le premier désaccord émerge entre lui et certains membres ayant eu des velléités de candidatures auparavant. Ce désaccord était porté sur la non-transparence des vivres restants après la première distribution. Et cet événement s'est déroulé dans un contexte où ASPA délivrait du service sans l'accompagnement des structures locales. Ce désaccord passe sous silence jusqu'à ce que Danané change brutalement de régime militaire. Ce changement de régime offre la possibilité au groupe revendicateur de se rendre plus visible.

L'institutionnalisation du MSL en cellule de communication auprès de l'appareil politique du groupe armé du MPCJ dans laquelle on assiste à l'intégration de ses membres dans le cercle fermé du nouveau pouvoir local restructure les relations entre les membres d'ASPA. Un rapprochement se crée entre le président du MSL et un leader des revendiquants. Différents liens sociaux de nature amicale se tissent entre les membres non-associés au cercle du président d'ASPA et les nouvelles autorités rebelles. Le triplement conseiller (MSL, MPIGO et d'ASPA) sera reconduit auprès du nouveau pouvoir dans ses mêmes fonctions<sup>37</sup>. Et lorsque le camp revendicateur aura, en partie, capitalisé ses ressources exogènes tout le long des pratiques de non transparence du président après d'autres prestations, il contre-attaque le camp au pouvoir. N'ayant plus de solides soutiens militaires, le président d'ASPA joue la carte de la victimisation.

### 2.3. Les luttes de positionnement qui plombent les dynamiques

Tout commence après la structuration des alliances. Certains membres contestataires de la non transparence de la gestion de la première distribution reprochent au premier responsable son incapacité à rendre compte après chaque prestation et souligne le comportement arrogant et agressif de son dirigeant. En revanche, le camp au pouvoir affirme que les révoltés tentent de prendre le pouvoir illégalement en s'appuyer sur les liens communautaires reliant ces derniers aux nouvelles autorités. Ainsi les deux groupes se rejettent mutuellement des accusations jusqu'à ce qu'un jour, le président d'ASPA offre l'opportunité à l'opposition de le fragiliser. Il porte atteinte à l'intégrité physique de l'une des animatrices en lui "portant main". Cette paire de gifles a suffi pour créer les conditions de l'alternance. Ce scandale émeut toute l'organisation. L'idée de l'alternance se matérialise formellement à l'issue d'une mise en place d'une Assemblée Générale de circonstance.

*« Le président était un peu violent vis-à-vis du personnel (...) qui animait. Comme on était déjà ONG, il y avait des filles qui s'occupaient des gens. (...) Quand il y avait des distributions et autres, son comportement (le président) vis-à-vis des autres était bizarre. Donc chaque fois, les gens venaient se plaindre. La gestion aussi dans les fonds, ce n'était pas ça. (...) A un certain moment, il a eu à porter main à une jeune fille qui animait (...) donc ça pris des proportions. On a décidé de vraiment nous asseoir pour en parler. (...) Donc on lui a demandé de rendre compte des choses mais malheureusement ça ne l'a pas satisfait. Donc (...) il y a eu une AG (Assemblée Générale), il y a un doyen qui était un enseignant à la retraite qui a été élu à l'Assemblée Générale. (...) Pour le président sortant, c'est devenu un tollé entre lui et le nouvel élu. »* T D, Entretien individuel, Danané, Homme, 2015

Le président sortant d'ASPA boycotte cette assemblée générale et se considère toujours à la tête de la structure. A partir de ce moment, on assiste à une compétition ouverte entre le président sortant et le nouvel élu. Les effets de cette lutte de pouvoir entraînent le ralentissement des activités. Ce ralentissement dégrade un peu plus la situation alimentaire des enfants déplacés. Afin de protéger ses enfants des effets pervers de ses tensions, UNICEF essaye, semble-t-il, de réconcilier les deux parties. Selon un acteur local :

*« Il semblerait que UNICEF soit allé vers les responsables de ASPA pour les supplier de s'entendre parce que le travail qu'ils font bénéficiait aux populations. En d'autres termes, qu'il y avait des financements qui étaient déjà positionnés pour ASPA (...). C'était une question de leadership à leur niveau. »* KT, entretien individuel, Danané, Homme, 2015.

Cette intervention est perçue comme un signe annonciateur d'un futur partenariat. Vu les opportunités économiques qui se présentaient autour de la question de la protection des enfants, les différents acteurs en compétition renforçaient davantage leur position. Il y a un adage local qui dit que *« quand tu es en partenariat avec une organisation internationale du coup, tu es en partenariat indirect avec toutes les organisations ousiniennes »*. Le prolongement de ses tensions paralyse totalement les activités. La cessation de ses activités rend précaire la situation sociale des déplacés, en l'occurrence celle des enfants.

Afin de remédier à cette opposition d'intérêts, des changements structurels s'opèrent. Le PAM sort de sa réserve et décide de passer à une autre étape. Ainsi, pour pallier à cette contradiction d'intérêts qui tentait à annihiler les efforts de PAM, un cadre de collaboration est mis en place entre le PAM et les autorités militaires. Cette collaboration est construite autour de l'audit des matériels de PAM détenu par ASPA dont l'objectif est de passer le relais à une autre structure locale ayant les compétences en matière de protection. Ces événements s'inscrivaient dans un contexte où Danané avait amorcé sa phase de développement. Une définition des rôles et des responsabilités est répartie au sein de la structure du groupe armé du MPCJ dans lequel la branche de communication<sup>38</sup> est chargée d'identifier les matériels résiduels. Elle rend compte aux autorités militaires, qui à son tour, informe le PAM. A la fin de l'audit, l'aile juridique des forces nouvelles officialise la dissolution d'ASPA.

*« ASPA a commencé avec tous ces bruits, donc finalement les forces nouvelles ont décidé à leur niveau de faire un audit, de fermer le centre, le temps de voir clair dedans, comme il y avait trop d'interférences »* TD, Entretien individuel, Danané, Homme  
*« Le Comzone a intervenu dans le conflit également, ça n'a pas marché. C'est pourquoi il a demandé à son volet juridique de prononcer la dissolution d'ASPA. »* KT, entretien individuel, Danané, Homme, 2015

L'impossibilité de recadrer les interactions belliqueuses des membres de l'organisation contraint les autorités militaires à désinstitutionnaliser l'ONG ASPA. Par conséquent, cette décision ouvre la voie aux structures opportunistes existantes.

### **3. Des discordes profitant aux opportunistes**

Après deux prestations d'ASPA, une vague d'individus mécontents émerge à l'extérieur de la structure jugeant les prestations peu satisfaisantes. Certains déplacés avancent le motif d'une prestation se faisant sous fond de réseautage social à tra-

vers l'identification des bénéficiaires. A partir de cette façon de faire vient se greffer une logique de détournement de ses vivres rendant l'aide aux déplacés peu efficace. Comme, disait le premier adjoint au maire de Danané, « *ASPA était constitué d'une association d'amis* ». Ainsi, une mise sur pied systématique d'un groupement de déplacés dénommé AVDG (Association des Victimes Déplacés de Guerre) voit le jour, contestataire de la philosophie de distribution d'ASPA.

### **3.1. L'association AVDG comme structure dénonciatrice des dérives d'ASPA**

Après le constat de certains déplacés relative au caractère peu satisfaisant de la distribution des vivres, les plus éclairés décident de mettre sur pied un groupement de dénonciation des dérives d'ASPA. Mais vu les attaches nouées par ASPA avec les autorités rebelles du MPIGO à travers la présence de l'Iman DK considéré comme le point de jonction, l'AVDG a vu ses membres se faire inquiéter dès le début de sa formation. Après son assemblée générale en juillet 2003 marquant son officialisation, une rumeur de menace d'assassinat de son président plane dans les encablures de la ville, incitant celui-ci à s'exiler à Zouhan-houyé où il décèdera 3 ans plus tard. Son successeur redynamise la structure et la porte jusqu'à ce qu'elle soit perçue comme l'une des contraintes sociales ayant précipité la chute d'ASPA.

L'association AVDG mobilise des ressources que regorgeait son organisation en vue de mettre en œuvre une logique d'autonomisation vis-à-vis d'ASPA. Il met en avant le caractère précaire des déplacés du deuxième et troisième âge. Pour légitimer leur protestation et justifier leur présence au sein du paysage humanitaire locale, l'AVDG invite la troisième personnalité de l'autorité militaire du MPCFI, qui était chargé des affaires sociales, à constater la situation précaire que vivaient les personnes âgées n'ayant pas bénéficiés des vivres. Dans le jeu de pouvoir qui se formalisait au sein de la rébellion fraîchement installée, les différents acteurs de cette sphère cherchaient des appuis potentiellement extérieurs pouvant favoriser leur ascension ou leur maintien dans l'exercice de leur fonction sur cet espace urbain. En lien avec ce souci d'enracinement dans la gouvernance locale et rentrant dans son champ d'action concernant l'injustice sociale en question, cette personnalité militaire légitime l'AVDG et valorise ses actions en apportant sa protection sécuritaire, y compris des appuis financiers occasionnellement. En quelque sorte, il devient le mentor de l'association. Disposant désormais de ressources exogènes, la structure initie une rencontre avec le PAM. A cet effet, comme nous relatait un informateur, « *les organisations internationales n'aiment pas qu'il y ait du bruit derrière leurs activités* », le PAM répond à l'appel du groupement en organisant un cadre d'échange à Man. Ce cadre d'échange se structure autour d'une possibilité de diversification de partenariat afin de faire taire les querelles entre acteurs locaux. L'association obtient gain de cause à l'issue de ses interactions et obtient le statut de "partenaire local informel".

En Aout 2003, cette association bénéficie d'une dotation spéciale qui n'était pas initialement destinée aux déplacés de Danané. Sa première prestation ciblait uniquement les déplacés qui composent son organisation. Ayant gagné la confiance du PAM, trois autres prestations seront réalisées ciblant au fur à mesure un nombre important de déplacés (Décembre 2003, Avril 2004, Juin 2004). L'association

AVDG s'est mué en fin de compte en une structure formelle œuvrant au retour des déplacés vers leur lieu d'origine en fin 2004.

### 3.2. Le successeur de l'ONG ASPA

Précisons que Danané se situait dans une phase d'urgence où il existait des actions sociales individuelles et collectives. Une femme singulière disposant d'un capital financier et culturel local<sup>39</sup> structure une activité sociale autour d'une cible qui allait devenir une ressource sur laquelle elle allait s'appuyer. Elle décide donc de prendre en charge les enfants séparés de leur famille. Cette activité d'assistance informelle s'institutionnalise en prenant le nom de l'ONG PAHO pendant la période de tension que connaissait ASPA<sup>40</sup>. Comme le décrit notre informateur, « *la dame qui animait PAHO, à l'AG constitutive d'ASPA, déjà elle était avec nous.* ». Ceci dit, la dirigeante de PAHO utilise cette situation de tension à son avantage. En clair, elle s'était associée au groupe dissident. Cette alliance qui lui aurait permis de mener à bien son positionnement vis-à-vis des opportunités qui se précisaient. Ces opportunités sont en lien avec l'héritage de cette partie dissidente d'ASPA qui a, en quelque sorte, pris le dessus sur le camp présidentiel. De ce fait, cette partie dissidente a finalement légué son espace et l'encadrement de ses enfants à l'ONG PAHO.

« *UNICEF était prêt à financer ASPA. Et PAHO a profité de l'occasion parce que, quand vous écrivez vos statuts, là vous dit que, en cas de dissolution nous remettons nos acquis à tel. Donc dans leur dissolution, ils ont légué leur héritage à PAHO. Donc, PAHO automatiquement est devenu partenaire d'UNICEF.* » KT, entretien individuel, Homme, Danané, novembre 2015.

Ainsi, le partenariat avec UNICEF a donné une nouvelle dimension aux activités de PAHO. Comme PAHO, les structures existantes pendant cette période de développement ont structuré des activités sociales pouvant intéresser les acteurs internationaux. En d'autres termes, dans ce contexte de massification des interventions portées essentiellement sur la protection, les acteurs locaux ajustent leurs compétences en fonction de la couleur des opportunités. La facilité avec laquelle les ONGs existantes (Kanou Assistance, SILOE, FEDIKF, PAHO etc..) obtenaient des cumuls de projet en un même temps, émerge une multitude d'ONGs opportunistes se targuant avoir la capacité de relayer l'action collective. Partant de ce constat, le souci de capter les opportunités juteuses émanant des divers domaines d'interventions, active au niveau des structures locales enracinées (PAHO et SILOE), une réflexion autour du contrôle des enjeux rattachés à toutes les propositions de projet venant de l'extérieur. Et cette réflexion se concrétise à travers la mise en place d'une coordination des ONGs qui sera dénommée la CONGEDA où SILOE et PAHO deviennent leurs leaders.

## Conclusion

Pour résumé, il est important de souligner que la prestation contestée du service humanitaire délivrée par l'ONG ASPA produit l'ouverture d'une tension sociale au sein de l'espace urbain de Danané. Autour de ses contestations s'est vu structurer trois catégories d'acteurs rattachés à leur espace d'émergence. Une première catégorie d'acteurs venant de l'intérieur de la structure qui définissent les protagonistes

dans le jeu de pouvoir. Et les deux autres catégories d'acteur proviennent de l'extérieur. La première s'est particularisée par son effet opportuniste structurant à travers les agissements du groupement AVDG sur l'orientation des pratiques d'ASPA favorisant la production d'un cadre de mutualisation des compétences entre les structures existantes. Cette action collective, reposant sur les intermédiaires, marque le début de l'histoire de la collaboration entre les acteurs locaux. Quant à la seconde catégorie d'acteur extérieur, elle repose sur le caractère opportuniste structuré de l'ONG PAHO sur la désolidarisation des membres de l'ONG ASPA. A l'instar de PAHO, les structures opportunistes locales vont interagir dans un cadre de rationalisation des opportunités qui va, à un moment donné, se transformer en une arène de confrontation d'intérêts.

Annexe

<i>Acteurs internationaux</i>	<i>Acteurs locaux</i>	<i>Groupes armés</i>
PAM	ASPA	MJP
UNICEF	PAHO	MPIGO
SAVE THE CHILDREN	AVDG	MPCI
	IDE AFRIQUE	
	KANOU ASSISTANCE	
	SILOE	
	FEDIKF	
	MSL	
	SETO	
	CONGEDA	

**Reference bibliographique**

BRATTON Michael (1990) Les organisations non gouvernementales en Afrique : peuvent-elles influencer les politiques publiques ? Development and change, international institute of social studies, Tome 22, Numero 1, pp. 87-118.

CHAUVEAU Jean-Pierre (2006) La réforme foncière de 1998 en Côte d'Ivoire à la lumière de l'histoire des dispositifs de sécurisation des droits coutumiers : une économie politique de la question des transferts de droits entre autochtones et "étrangers" en Côte d'Ivoire forestière. In : *Les frontières de la question foncière : enclassement social des droits et politiques publiques*. Montpellier : IRD, 31 p.

ERO Comfort et MARSHALL Anne (2003) L'ouest de la Côte d'ivoire : un conflit libérien ? Karthala, Politique africaine, volume 1 N° 89, pp 88-101

OCHA (2004) La crise en Côte d'Ivoire: Rapport sur la situation humanitaire no. 22, [en ligne] 1<sup>er</sup> Mars 2004, Consulté le 06 octobre 2022, URL : <https://>

reliefweb.int/report/c%3%B4te-divoire/la-crise-en-c%3%B4te-divoire-rapport-sur-la-situation-humanitaire-no-22

1. Selon nos données de terrain, Danané aurait bénéficié de 8 actions humanitaires en 2003, période marquant la phase d'urgence.
2. Indigo Côte d'Ivoire (Initiative de Dialogue et Recherche Action pour la Paix en Côte d'Ivoire) est une organisation non gouvernementale ivoirienne. Elle mobilise la recherche-action participative et le dialogue inclusif et participatif comme approche pour générer une compréhension partagée des problèmes de société.
3. « *Le MPIGO (Mouvement Patriotique Ivoirien pour le Grand Ouest) et le MJP (Mouvement pour la Justice et la Paix) sont deux groupements constitués au Libéria. La guerre s'est déplacée à l'ouest le 28 novembre 2002, alors que la crise ivoirienne avait déjà éclaté depuis 3 mois déjà. Initialement, les rebelles du MPCCI avaient consolidé leurs positions sur certaines localités du centre et du nord du pays comme Bouaké, Korhogo et Odienné et que les accords signés à Lomé sous l'égide du Président togolais Gnassingbé Eyadéma interdisaient aux belligérants de la crise ivoirienne qu'étaient l'Etat et le MPCCI de « recruter et utiliser des mercenaires, d'enrôler des enfants et de violer l'accord sur la cessation des hostilités », un nouveau front s'est ouvert dans l'ouest du pays. C'est à cette occasion que la ville de Danané et sa voisine de Man sont tombées sous les assauts de deux mouvements rebelles jusqu'alors inconnus : le MJP et le MPIGO. Se présentant comme des héritiers du Général Guéï dont ils seraient venus venger la mort, ces mouvements avec lequel le MPCCI a nié avoir tout lien dans un premier temps, étaient pour l'essentiel composés de supplétifs libériens et sierra léonais, placés sous la direction de rebelles ivoiriens. Recrutés pour une bonne part dans les rangs de combattants du Front Révolutionnaire Uni (RUF) et des forces libériennes liées au Président libérien, Charles Taylor, ces derniers avaient sur le terrain un mode opératoire bien différent de celui des combattants du MPCCI. Un rapport d'international Crisis Group indique que le Général Guéï était peut-être en train de préparer un coup à partir du Libéria avec le soutien du Président Taylor qui aidait, pour son compte, à la formation de cinq cents soldats placés sous commandement libérien et de mercenaires régionaux. Aguerris à des techniques particulières de guerres, ces derniers qui formaient l'essentiel du contingent du MPIGO et avaient donc un mode opératoire différent de celui du MPCCI, mouvement animé par quelques soldats ivoiriens en rupture de ban et retranchés au Burkina Faso qui, pour leur attaque auraient recruté des supplétifs burkinabés, maliens entre les deux mouvements et qui permettrait de comprendre les propos d'un responsable du cabinet civil disant le MPCCI « avait fait un coup dans un coup en préparation » » (Soko, 2007).*
4. Entre janvier et février 2003, des combats importants éclatèrent à Toulépleu. Etant sous le contrôle du MPIGO depuis le 2 décembre 2002, la ville de Toulépleu est reprise le 10 janvier 2003 par les forces gouvernementales (FANCI) accompagnées des combattants krahn du LURD (Comfort Ero et Anne Marshall, 2003).
5. Dioulabougou est un quartier de Danané où se résident majoritairement les membres de la communauté malinkés ou les dioula communément appelés. Dioulabougou signifie "en territoire dioula" en langue Dioula.
6. L'église catholique locale puis après l'église UEESO.
7. Le MSL (Mouvement de Soutien aux Libérateurs) est une structure de médiation constitué par les jeunes malinkés autour des grins pendant la période d'urgence. Présentée comme l'une des premières réponses collectives locales, la mise en place de MSL apparait comme une réponse aux exactions et au décalage linguistique existant entre le groupement armé (MPIGO) et la communauté malinké. Elle était perçue comme un mécanisme réducteur des effets de la crise. Profitant majoritairement à la communauté malinké, l'existence de MSL a duré tout le long du règne de MPIGO. Récupéré et restructuré par le deuxième groupement armé (MPCCI), le MSL se transforme en cellule de communication formelle.
8. Le grin est un cadre de consommation de thé autour duquel se rassemblent des individus qui interagissent. Cette consommation collective de thé autour d'un micro-fourneau servant à la production du thé est le plus souvent pratiquée par les jeunes musulmans.
9. TK, entretien individuel, homme, Danané, novembre 2015
10. Les pays africains anglophones ont bénéficié plus tôt que les pays francophones d'aides et d'organisations non gouvernementales (Bratton, 1990). Dans le cas spécifique du Libéria,

celui-ci bénéficiait depuis les années 90 des aides humanitaires compte tenu de la crise sociopolitique qui s'est déclenché au soir du 24 décembre 1999.

11. On considère que GD est le nom de l'initiateur du projet. Cet acronyme sera utilisé durant tout le long de l'article.
12. Une mine située dans la région de Zouhan-houyé. Ce personnage a pu se reconstruire à travers son parcours avec l'ONG ASPA. Après son passage à ASPA, il devient administrateur à MSF. Quelques années plus tard, il parachute au PNUD de Guiglo. Actuellement, il exerce dans la même institution à Man.
13. Monsieur Gd qui était éducateur au Lycée moderne Domoraud de Man. Il a été par la suite l'un des farouches opposants de GD.
14. Etant issu de la communauté malinké, il était instituteur dans le village près de la frontière libérienne.
15. Aventurier et polyglotte, l'iman DK est l'un des personnages le plus controversés de la communauté musulmane. En Côte d'Ivoire, la communauté musulmane rime avec celle des malinkés du nord. Il met ses compétences linguistiques et communicationnelles au service du mouvement de soutien au libérateur (MSL) en devenant conseiller de cette structure. A travers son éloquence lors des plaidoyers pendant des situations de médiation, il séduit systématiquement le groupement armé MPIGO. On le positionne comme conseiller auprès du chef de la rébellion. Naviguant entre les deux organisations (MSL, MPIGO), il devient la figure emblématique du rôle d'interface. D'aucuns affirmaient qu'il se faisait escorter par deux gardes de corps fourni par le groupement armé.
16. N'Dri N'Guessan Saint-Clair alias sergent Félix Doh
17. Les Yacouba et les Gios sont considérés comme des cousins. Ils sont caractérisés par les mêmes traits culturels, au niveau linguistique, alimentaire etc...malgré la frontière politique.
18. DD, entretien individuel, homme, Danané, décembre 2015.
19. Cette structure a été mise en place par un fonctionnaire au titre de professeur de lycée originaire de Toumodi en 1998. Compte tenu de son implication active dans l'installation du premier groupement armé MPIGO, il ne se préoccupait pas de la bonne marche de sa structure.
20. L'ONG SETO serait une association de femmes qui n'aurait pas franchi le cap d'ONG dans la mesure où elle n'était pas légalement constituée.
21. Le dirigeant aurait été bastonné par les forces combattantes pour avoir résister aux pillages lors de leur incursion à Danané. Son indisponibilité ne lui a pas permis de positionner sa structure dans l'arène locale.
22. Le Centre de transit était situé à l'entrée nord de la ville précisément à la gare de Man.
23. En légitimant les activités sociales de MSL, ensuite de l'ONG ASPA, le groupe armé MPIGO consolidait son pouvoir et raffermissait la légitimité de sa présence dans la région.
24. DD, entretien individuel, homme, Danané, Décembre 2015.
25. Les groupes armés successifs (MPIGO et MPCCI) ont pris la résidence du préfet comme office du domicile de leur meneur, le comsecteur (commandant de secteur de Danané). Dans la délimitation des territoires dont gérât le MPIGO, Danané faisait partie de la zone de Man. Donc cette espace était sous la supervision du commandant de zone (comzone) de Man, représenté sur place par un Commandant de secteur appelé communément comsecteur.
26. DD, entretien individuel, homme, Danané, Décembre 2015
27. TD, entretien individuel, homme, Danané, Novembre 2015
28. « *Ce terme désigne les rapports de type clientéliste et affectif qui s'instaurent entre des étrangers et des notables autochtones. L'institution du tutorat se retrouve dans toute l'Afrique de l'Ouest, sous différentes formes: relation maître/disciple, premier venu/nouveau venu au sein d'une communauté de migrants, migrant saisonnier/propriétaire foncier, locaux/déplacés etc. Les premiers assurent aux seconds leur protection et leur donnent accès aux ressources économiques du milieu d'accueil. En échange, les étrangers ont un devoir de reconnaissance envers leur tuteur, qui peut se traduire de différentes manières: soutien politique, alliances matrimoniales, etc.* » (Chauveau, 2006).
29. Le 23 avril 2003 marque le début de la formation des groupes d'auto-défense à Dioulabougou en réponse aux pillages à grande échelle des commerces et étables du grand marché et

aux attaques nocturnes perpétrées par les mercenaires libériens et sierra-léonais en désaccord avec leur hiérarchie militaire. Ce désaccord est en lien avec leurs salaires impayés pendant quelque temps.

30. Une négociation se tramait entre les forces rebelles (MPIGO) et les autorités gouvernementales dont l'objectif était de céder le territoire de Danané aux forces de "Gbagbo" en échange aux réarmements des milices libériens non-acquise à la cause de Charles Taylor. Cette information superposée aux actes de vandalisme à grande échelle des individus rebelles mécontents ont participé au déclenchement d'une guerre urbaine le 24 avril 2003. Dénommée la "chasse aux libériens", cette guerre urbaine débouche sur l'exécution sommaire du mercenaire sierra-léonais Sam Boukari et de la mort du chef du MPIGO Doh Félix. La mort du dernier se produit dans une embuscade organisée par les forces gouvernementales libériennes à la frontière ivoiro-libérienne.
31. Constitués lors des actes des vandalismes à grande échelle des combattants de MPIGO.
32. « *Le PAM rapporte que les petits exploitants de produits de rente subissent une perte importante de leur source de revenus due au manque de libre circulation entre et dans les zones sous contrôle des Forces Nouvelles et les zones gouvernementales. Dans plusieurs régions, les paysans se plaignent du manque d'accès aux marchés pour leurs produits. Les commerçants habituels sont découragés par les coûts excessifs et le harcèlement. Les paysans n'arrivent plus à écouler leur production. Les hommes d'affaires opportunistes, qui réussissent à franchir les barrages routiers, profitent de la situation puisque les paysans sont contraints de vendre leurs produits à moins que rien. Le prix du café et du cacao a chuté si bas que les producteurs à Bin-Houyé (département de Danané) vendent leur récolte à 200 Fcfa/kg par rapport à plus de 350 Fcfa auparavant.* ». OCHA (2004), La crise en Côte d'Ivoire: Rapport sur la situation humanitaire no. 22.
33. La possibilité de revendiquer ces droits vis-à-vis de la hiérarchie provient du contexte de la manifestation des sujets rebelles contre leur hiérarchie militaire MPIGO compte tenu de leur salaire impayé. L'image de cette contestation rebelle influence la perception des populations locales portée sur le rôle de la lutte dans le règlement d'un système dysfonctionnel.
34. Le PAM approvisionnait l'ONG ASPA à 147 tonnes de vivre par mois redistribuable en cinq jours.
35. Vu l'expérience que reflétaient les membres d'ASPA dans le domaine humanitaire, la structure a, dès le départ, crée une cellule d'encadrement des enfants qui composent les déplacés logés à son siège. Les visites ponctuelles qu'entreprenait UNICEF laissaient poindre à l'horizon un éventuel financement dans la conscience collective.
36. C'est la zone Centre-Nord-Ouest dirigé par le pouvoir centrale de Bouaké, zone rebelle.
37. Il sera le conseiller d'Abou Fama, le commandant de secteur (comsecteur) du MPCCI de Danané.
38. Le MSL institué en cellule de communication
39. Elle est native de Kabacouma dans la région de Biankouma, village de l'ex chef d'Etat ivoirien le General Robert Guei assassiné aux premières heures de la crise militaro-politique de 2002. Elle est issue d'une famille politiquement reconnu et s'est construite à travers les trafics transfrontaliers en tout genre (vente de pagnes, de cigarette et surtout d'or). Son activité sociale a commencé lorsque, dans sa fuite pendant l'incursion du groupe armé MPIGO, elle récupère deux enfants errants sans repère familial parmi des populations déplacés près de la frontière libérienne. A la suite de ce geste humanitaire, toutes les personnes ayant assistés ou entendus l'histoire de cette action sociale déposaient systématiquement les enfants qu'elles retrouvaient au domicile de cette Dame. Et de fil en aiguille, la reconnaissance de son activité sociale prend de l'ampleur. Ayant un lieu d'habitation situé à la sortie sud de la ville, non loin de la gare de Zouhan houyé, là où les déplacés de sud de Danané parachutaient, les enfants "séparés" ou "perdus" étaient systématiquement renvoyé chez elle, jusqu'à ce qui elle décide de négocier l'espace de l'église catholique de la ville afin de parquer ses enfants et permet une visibilité de ses actions humanitaires.
40. ASPA a connu des troubles tout le long de son existence. C'est pourquoi elle n'a pas fait long feu. D'aucuns parlent d'une activité sociale qui n'a duré que six mois, similaire à la durée de vie du groupe armé MPIGO.

**REVUE INTERNATIONALE DE RECHERCHES  
ET  
D'ETUDES PLURIDISCIPLINAIRES**

**ISBN/978-2-952-7687-4-0  
EAN/9782952768740**

**[www.rirep.org](http://www.rirep.org)**

**(C.L.I.P.S)**

**SPECIAL - N° 005 - Octobre - 2022**